



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 JUILLET 2020

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Objet	Rénovation déchèterie et aire de déchets verts de Daoulas
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Subventions



Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Créées au début des années 1990, les déchèteries ont permis de lutter contre les dépôts sauvages et ont été les outils communautaires pour la résorption des décharges brutes communales. Avec les préoccupations de tri et de recyclage des déchets, elles sont devenues aujourd'hui les maillons indispensables de la valorisation des déchets.

Après la réhabilitation de la déchèterie et de l'aire de déchets verts de Saint-Eloi à Plouédern au nord du territoire en 2010, l'acquisition d'une parcelle intervenue fin 2019 permet désormais d'envisager à court terme la mise aux normes et l'extension des installations d'apports volontaires de Reun Ar Moal à Daoulas qui desservent le secteur sud pour offrir les mêmes conditions et prestations de tri sur l'ensemble du territoire communautaire.

La déchèterie de Reun ar Moal n'est plus adaptée à la fréquentation, aux volumes d'apports qui ont augmenté de façon importante. Les conditions d'exploitation doivent être revues afin de tenir compte des évolutions réglementaires. Des contraintes techniques doivent être levées pour que le site puisse intégrer les nouvelles filières mises en place par les éco-organismes dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs (REP).

La restructuration de la déchèterie s'inscrit dans une dynamique de projets complémentaires engagés à des échelles territoriales différentes dans lesquels la Communauté est partie prenante pour réduire ou mieux recycler les déchets. (l'extension des consignes de tri des emballages ménagers au centre Triglaz par la SPL SOTRAVAL, le développement des économies circulaires avec le G4DEC et le PLPDMA). A l'horizon 2020, la Communauté souhaite atteindre l'objectif d'une diminution de 10% de déchets ménagers et assimilés par rapport à 2010 conformément à la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Il s'agit d'accroître les fonctionnalités de ces outils d'apports volontaires pour les mettre en cohérence avec l'ensemble des démarches entreprises allant de la prévention des déchets au tri, de la valorisation au réemploi permettant d'initier une économie où le déchet de l'un devient la ressource de l'autre.

Dans le cadre de la G4DEC, une réflexion inter collectivités a été lancée en 2019 pour apporter des solutions coordonnées pour diminuer le volume croissant des encombrants et le flux considérable des déchets verts.

Le principe de mise en place d'une gestion inter-communautaire des accès aux déchèteries et d'une mutualisation de certaines aires des déchets verts entre plusieurs territoires limitrophes, fait son chemin et ouvre la perspective d'une gestion harmonisée de ces équipements sur les plans technique et financier qui devra s'appuyer sur des installations rénovées et mises aux normes préalablement.

La restructuration complète de la déchèterie et de l'aire de déchets verts de Daoulas s'inscrit dans cette perspective ainsi que la sécurisation et le contrôle d'accès des équipements du site de Saint-Eloi à Plouédern qui n'était pas d'actualité au moment où ce site a été réhabilité en 2010.

La mise en place d'un contrôle d'accès permettra à la Communauté de suivre au plus près la variation de la fréquentation et de la rapprocher du flux des différents produits déposés afin de mieux orienter son programme de prévention vers les habitants mais aussi les

professionnels, artisans...

L'enjeu de maîtrise des coûts de la gestion des déchets pour la Communauté passe aussi par la nécessité de soustraire davantage encore la part valorisable et recyclable des apports en déchèteries en proposant une réduction ciblée à la source, des filières amonts comme les recycleries, mais aussi une diversification de traitements de valorisation et de recyclage pour proposer des débouchés et des solutions à tous types de déchets autres que l'enfouissement.

Le programme de réhabilitation de la déchèterie et de l'aire de déchets verts de Reun ar Moal (tranche ferme) et mise à niveau du site de Saint-Eloi à Plouédern (tranche optionnelle) s'élève à 951 700 €.

La Communauté a lancé en avril 2020 l'appel d'offres afin de retenir l'équipe de maîtrise d'œuvre et de pouvoir engager les études techniques et environnementales dès septembre 2020 et déposer en instruction en novembre le permis de construire et le dossier d'enregistrement au titre des IPCE

L'évolution de l'inscription budgétaire sera étudiée à l'issue de la phase avant-projet de la mission de maîtrise d'œuvre afin de proposer une validation de l'enveloppe lors de la séance du conseil de Communauté de décembre 2020.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la décision du bureau communautaire du 21 avril 2020 de lancer la phase opérationnelle du projet de restructuration du site de Reun ar Moal à Daoulas intégrant la tranche optionnelle relative à l'installation des dispositifs de contrôle d'accès sur le site de Saint-Eloi à Plouédern

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 16 juin 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité


Article 1: fixe le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération à 951 700 € étant précisé que l'enveloppe budgétaire inscrite en PPI : 587 000 € basée sur l'estimation faite lors de la phase avant-projet par le cabinet Innovadia en 2010 permet d'engager les premières dépenses de maîtrise d'œuvre et d'études pour actualiser le projet sur les plans technique et réglementaire,

Article 2 : autorise le président sur la base de cette estimation à lancer l'opération de restructuration du site de Reun ar Moal qui intègre la tranche optionnelle relative à l'installation des dispositifs de contrôle d'accès sur le site de Saint-Eloi à Plouédern,

Article 3 : autorise le président à solliciter selon le plan de financement prévisionnel qui suit les subventions et dotation de l'Etat (DETR 2020, DSIL2020), les aides de l'ADEME via le fonds Economie Circulaire et toute autre aide publique qui pourrait être mobilisée pour concourir à la réalisation de ce programme :

Coût de l'opération HT	951 700 €
<u>Subventions sollicitées</u>	
DSIL programmation 2020 subvention sollicitée à hauteur de 50 % du coût de l'opération	475 850 €
ADEME (fonds économie circulaire) dépense éligible uniquement la partie recyclerie soit 120 000 € à hauteur de 30 % maximum	36 000 €
Total subventions	511 850 €
<u>Maître d'ouvrage</u>	

Communauté de communes	439 850 €
Total CCPLD	439 850 €
Total général HT	951 700 €


 Signé par :
 Patrick Leclerc
 Date : 20/07/2020
 Qualité :
 Président-Maire